

PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

*Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Provence-Alpes-Côte d'Azur*

*Unité territoriale des Bouches-du-Rhône
Subdivision d'Aix en Provence 1
30 Rue Albert Einstein
CS 90448
13592 Aix-en-Provence Cedex 3
Tel : 04.88.22.66.00*

Tél. direct : 04.88.22.66.02

Aix en Provence, le 20 février 2020

La Directrice Régionale

à

**Monsieur le Directeur
PROVENCE HUILES
25 avenue de Rome
Zi Les Estroublans**

13127 VITROLLES

D 0025-2020 AIX
N° S3IC : 64-00062 P2

Objet : Conclusions de la visite d'inspection du 14 novembre 2019
Établissement Provence Huiles à Vitrolles

PJ : 5 fiche d'écart complétées (inspection du 14 novembre 2019)
3 fiches d'écart soldées (inspection 2016)

Monsieur le Directeur,

Votre établissement a fait l'objet d'une visite d'inspection programmée le 14 novembre 2019.

Cette visite, non exhaustive, était axée autour des points particuliers suivants :

- la situation administrative de l'ICPE,
- les arrêtés préfectoraux réglementant votre installation,
- les arrêtés ministériels associés à vos différentes rubriques ICPE,
- les suites de l'inspection du 28 mai 2013,
- le porté à connaissances du 18 décembre 2017.

À cette occasion, il est globalement apparu que le site est bien entretenu et organisé.

Lors de l'inspection du 10 août 2018, cinq constats d'écarts à la réglementation ont été relevés et diverses remarques vous ont été adressées. Ils sont détaillés ci-dessous :

Écarts à la réglementation relevés :

Écart n°1 :

Cet écart avait pour objet l'absence de plan du réseau d'eau pluviale, ce qui constitue un écart à l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2000 et l'article 1.6.1 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. Par courriel du 16 janvier 2020, vous nous avez transmis un plan de tous les réseaux d'eaux, notamment pluvial. Cette réponse est satisfaisante. L'écart est levé et soldé.

Écart n°2 :

Cet écart avait pour objet l'absence de réalisation d'exercice incendie, ce qui constitue un écart à l'article 7.1 de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2000 et de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. Par courriel du 16 janvier 2020, vous vous engagez à faire réaliser des exercices cette année. Cette réponse est satisfaisante. L'écart est levé et sera soldé lors d'une prochaine visite d'inspection.

Écart n°3 :

Cet écart avait pour objet l'absence de système de détection incendie dans l'entrepôt MEDIACO, ce qui constitue un écart à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. Par courriel du 16 janvier 2020, vous nous avez transmis un devis signé pour la mise en place d'un système de détection incendie. Cette réponse est satisfaisante. L'écart est levé et sera soldé lors d'une prochaine visite d'inspection afin de constater la réalisation des travaux et leur fonctionnement.

Écart n°4 :

Cet écart avait pour objet l'absence de formation sur la problématique légionellose depuis plus de 5 ans, ce qui constitue un écart à l'article 23 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013. Par courriel du 16 janvier 2020, vous vous engagez à faire réaliser cette formation cette année. Cette réponse n'est pas satisfaisante compte tenu du risque important (un incident a été répertorié en 2018) car aucun devis ou aucune date n'ont été transmis pour la réalisation de cette formation. Vous voudrez bien nous adresser **un devis signé pour la formation ou tout autre justificatif avec date de la future formation sous 1 mois**. L'écart sera levé dès réception des éléments et sera soldé lors d'une prochaine visite d'inspection.

Écart n°5 :

Cet écart avait pour objet l'absence de justificatifs de l'entretien préventif et de la surveillance du groupe froid pour les 2 dernières années, ce qui constitue un écart à l'article 28 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 et de l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 mars 2001. Par courriel du 16 janvier 2020, vous nous indiquez avoir demandé à la société les PV d'intervention. Cette réponse n'est pas satisfaisante car aucun justificatif n'est fourni (mail ou courrier de demande par exemple, PV d'intervention...). Vous voudrez bien nous transmettre **ces justificatifs sous 1 mois**. L'écart sera levé dès réception des éléments et sera soldé lors d'une prochaine visite d'inspection.

Remarques particulières relevées:

Trois remarques vous ont été notifiées.

Les trois remarques ont fait l'objet d'une réponse incomplète. Par courriels des 12 juillet 2018, 23 et 29 janvier 2019 et 14 janvier 2020, vous nous avez transmis les fiches de signalement des 2 incidents (légionelle en 2018 et incendie en 2019) et des éléments de réponses (rapport d'analyses, rapport des pompiers) mais pas de rapport complet de ces incidents. L'inspection attend donc un rapport formalisé pour chacun des 2 incidents, retraçant les faits, l'origine de l'incident, les traitements et actions mis en place, la procédure qui a été réalisée pour un retour rapide à la normale et les mesures prises pour éviter que l'incident ne se reproduise.

Ces rapports sont à transmettre à l'inspection sous 1 mois.

Écarts relevés lors d'inspections précédentes

Lors de l'inspection en date du 10 novembre 2016 il avait été relevé 3 écarts qui restaient à clore.

Les trois écarts ont fait l'objet de réponses satisfaisantes et ont été contrôlés lors de l'inspection du 14 novembre 2019. Ces écarts sont donc soldés.

Par ailleurs, je vous informe que dans un délai de 15 jours à compter de la date du présent rapport, sauf réserve de votre part motivée par des considérations prévues par le code des relations entre le public et l'administration, et des articles L.110-1 4, L.124-1, L.125-1, L.125-2, L.125-4 et L.521-7 du code de l'environnement, ce courrier sera publié sur le site Internet de la DRÉAL PACA.

Restant à votre écoute pour toute observation complémentaire, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la Directrice et par délégation
L'adjointe au chef de l'unité départementale